



ÉDITO (Spécial Jeux d'été)

Avec l'été est venu le temps des vacances, de la détente et du jeu. Et, comme vous le savez, la châtaigne est joueuse et pour le moins mutine. Cocktail d'ironie et de dérision pour tout le monde. C'est bon pour la santé. Toutes ressemblances avec des événements ou faits passés ou à venir ne seraient que fortuites... Voici une adaptation libre de différents jeux télévisés version DGFIP.

Victime de son succès à la DDFIP 87, et garanti, ou presque, sans inflation : *«Le juste prix»*. Celui des phones box et autres espaces de convivialité, sur le site Limoges Cruveilhier, à plus de 10 000 € l'unité. L'avis des agents : bien trop cher pour une utilité plus que relative, l'argent aurait du être mis ailleurs. Pour notre direction la vérité est ailleurs, alors qu'en matière d'amélioration des conditions de travail, nos collègues ne demandent que des choses simples comme avoir suffisamment chaud dans les bureaux l'hiver ou travailler avec une température raisonnable l'été. La DDFIP 87 c'est pas *« Koh- Lanta »*.

« Le Big Deal »... sur la Protection Sociale Complémentaire (PSC) c'est pour Alan, le fruit Macronien de la *«start-up nation»* . Allan c'est aussi un personnage dans la Bande Dessinée Tintin, qui, je cite sa description (source tintinomania.com) : *«est l'archétype de la canaille qui mange à tous les râteliers et qui ne respecte rien à l'exception de l'argent. Il apparaît officiellement pour la première fois dans « Le crabe aux pinces d'or »* », décidément, ça ne s'invente pas...

Des chiffres à la DGFIP, mais aussi des lettres. Des chiffres avec la nouvelle vague de recrutements de contractuels qui est lancée. L'attractive DGFIP recherche 373 B, 21 géomètres, 493 C Administratifs et 7 C Technique. Précarisation de l'emploi et marginalisation du concours en vue de continuer le travail de sape contre le statut. Vous le noterez la fragilisation s'effectue à tous les étages, le choix de l'opérateur Alan participant au processus. Des lettres comme GMBI, catastrophe industrielle avérée qui en présage d'autres.

Mais dans le monde d'Amélie on maîtrise l'art de la communication, paraître ou ne pas paraître telle est la question ? Après avoir fermé des lits notre Directrice Générale ferme le ban, circulez y a rien à voir. Les agents de la DGFIP seraient-ils les éternels participants de *«La roue de l'infortuné»* ?

L'infortune c'est ce qui leur arrive en cas d'arrêt maladie. Depuis le 1er mars 2025, en cas d'arrêt maladie ordinaire, après prélèvement du jour de carence, les agents de la Fonction Publique sont désormais rémunérés à hauteur de 90% du traitement indiciaire et de leurs indemnités contre 100% auparavant. Cette mesure, ajoutée au jour de carence déjà existant, vient accroître leurs difficultés financières et réduire un peu plus encore leur reste à vivre. Les conséquences de ces régressions seront sans appel sur notre santé et notre porte-monnaie. En effet, selon les calculs effectués, ce serait en moyenne 200€ de moins si vous vous arrêtez à minima 3 jours. Pourtant les chiffres parlent.

Dans la Fonction Publique d'État (FPE), les fonctionnaires se sont moins absentés en 2023 pour raison de santé que dans le secteur privé (8,4 jours contre 10,3) et sur l'ensemble de la fonction publique, les absences sont de 12 jours en moyenne, soit 1,7 jours de plus que les salariés du privé mais surtout 3,1 jours de moins que les fonctionnaires Allemands (15,1 jours) (sources : ministère Français de la Fonction Publique et Services des statistiques du gouvernement Allemand). Comme dirait mon pote Poquelin on est loin du malade imaginaire.

Devant tant d'attaques, me voilà sonné, tel Manu sortant de l'avion présidentiel, j'ai pris une sacrée claque. Mais pour la CGT Finances Publiques 87, toujours à vos côtés, et avec les agents, continuons à nous battre et à conquérir «*La carte au trésor*», celle de vos revendications légitimes liées à l'urgence salariale :

- Une augmentation immédiate d'au moins 10% de la valeur du point d'indice, et l'indexation de ce dernier sur l'inflation,
- La refonte des grilles indiciaires, pour reconnaître les niveaux de qualification et pour garantir un déroulement de carrière correct pour toutes les catégories,
- La suppression du jour de carence et retour à 100 % de rémunération en cas d'arrêts maladies,
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- Le rétablissement du versement de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA),
- Une intégration des primes dans le traitement indiciaire, pour garantir les droits à la retraite...

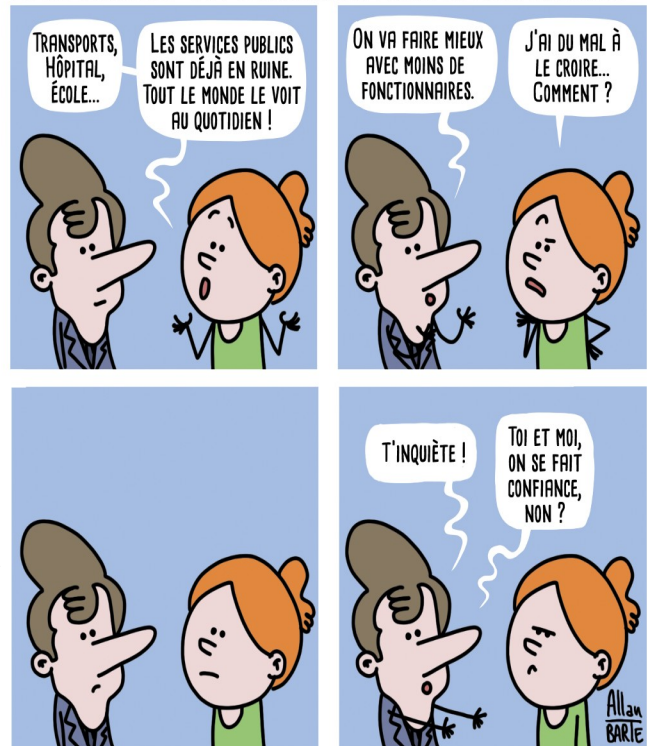
Pour parler franchement, votre argent m'intéresse.

Plus qu'un titre, il s'agit d'un slogan des années 1970 de la BNP Paribas, banque où a sévi un certain Eric Lombard, actuel Ministre de l'Économie. En lisant l'article du canard enchaîné du 18 juin 2025, qui relate la sous évaluation de son patrimoine, je me suis dit que la pelle c'était pour Eric. Notre cher ministre a déclaré auprès de la Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique (HATVP) un modeste patrimoine de 21 millions d'euros. Y figure notamment un bien à La Trinité-sur-mer acquis en 2004 pour 1,8 millions d'euros. Montant déclaré à la HATVP : 600 000 euros. Sachant que la demeure a fait l'objet d'aménagements pour plus d'1 million de travaux, l'estimation par les agents immobiliers du coin se situe autour de 3,5/4 millions d'euros. De 6 à 7 fois moins, c'est ce qu'on appelle le droit à l'erreur Monsieur le Ministre ? Et rebelote avec un appartement situé dans un quartier chic à Paris, acquis en 2020, qui passe d'une valeur d'acquisition de 2,8 millions d'euros à une valeur déclarée à la HATVP de 1,4 millions d'euros. Motif invoqué : la moitié appartient à Madame Lombard. Qui au passage est l'heureuse dirigeante de la société Halmahera, qui n'emploie qu'une seule personne, n'a aucun client mais dégage 6 millions d'euros de dividendes annuels. Placements juteux, sous évaluation de son patrimoine, notre décidément très cher Ministre semble victime de la magie des chiffres, de là à le surnommer Eric l'or en barre il n'y a qu'un pas.

BUDGET 2026: LE GOUVERNEMENT À LA RECHERCHE DE 40 MILLIARDS D'EUROS



LE GOUVERNEMENT VEUT SUPPRIMER DES POSTES DE FONCTIONNAIRES.



Brèves

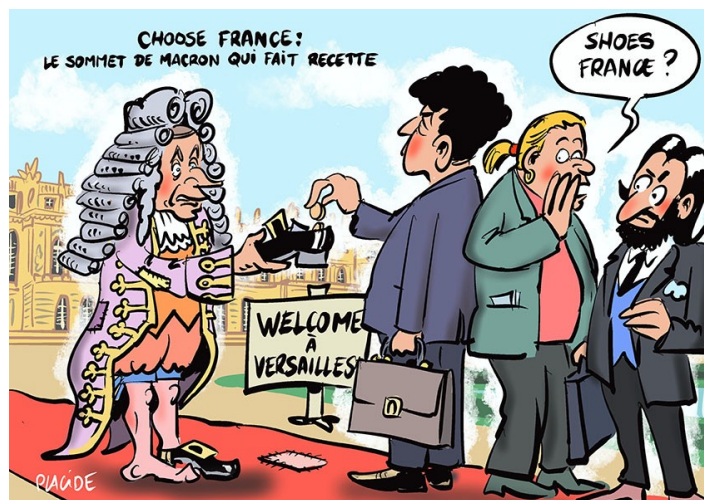
La dette de la France est très importante selon François Bayrou. Il a même évoqué une "montagne de dettes". Donc, les Français vont devoir financer une montagne de pognon ou subir, une fois de plus, une réduction drastique à la façon Musk des services publics et du nombre de leurs agents... ou alors on demande aux plus riches de passer à la caisse ?

Le ministre des Finances annonce qu'il va consacrer 110 mds d'€ à la relance de l'investissement en 2025 et va augmenter ses investissements publics, dans le cadre de ses efforts pour moderniser l'économie et la remettre sur la voie de la croissance. Déclaration du ministre des Finances... Lars Klingbeil. Ah mince c'est en Allemagne...

Le ministre de l'Économie en France sous évalue sa fortune... La boucle est bouclée...

La Châtaigne d'Honneur :

La Châtaigne d'Honneur est attribuée à Amélie de Montchalain qui déclarait : "L'État va faire du ménage dans notre organisation, parce que les Français le demandent". Fin avril, la ministre chargée des Comptes publics, avait annoncé vouloir supprimer ou fusionner, dans le prochain budget, un tiers des agences et des opérateurs, pour réaliser 2 à 3 milliards d'économies. Mais bousculée par la commission d'enquête du Sénat sur les agences et opérateurs, Amélie de Montchalain, n'a pas véritablement levé le voile sur son plan d'action. Une chose est sûre Amélie, les Français demandent plus de services publics et pas des usines à gaz qui les éloignent des réponses dont ils ont besoin... Parfois pour faire des économies, il faut savoir dépenser correctement.



Alan... Mon nouvel ami ?

Ça y est, le choix des opérateurs pour la protection sociale complémentaire des agents du Ministère est tombé. Pour ce régime, qui va devenir obligatoire pour tous les agents dès le 1er janvier 2026, l'administration a choisie ALAN pour le volet santé. Mais qui est cet Alan ? C'est une start-up créée en 2016, sans réseau physique et dont les actionnaires sont entre autres des fonds spéculatifs. Le journal «Les Échos» relève que l'assureur, certes en croissance, affichait une perte de 54 millions d'€ sur l'exercice 2024. Médiapart, de son côté, soulignait dès octobre 2024 la fragilité du modèle économique de la start-up ALAN. Avec 72 millions de pertes en 2022 et 59 millions en 2023, ALAN a cumulé 250 millions d'€uros de pertes en sept ans, compensées par des levées de fonds sur les marchés financiers. Enfin, son PDG, Jean Charles Samuelian-Verve a été un généreux donateur pour le parti d'Emmanuel Macron pour la présidentielle de 2022 et faisait partie des convives de « choose-france », la grande-messe présidentielle à Versailles pour accueillir 150 patrons... Espérons que nos cotisations ne se volatilisent pas pour rembourser aux actionnaires les millions perdus ou pour financer certaines campagnes... Une fois de plus, preuve que c'est bien d'avoir des amis.

NON À ALAN !
NE LAISSONS PAS LA PSC* NOUS ÉCHAPPER
REJETONS LE CHOIX DU MINISTÈRE

ALAN EST UNE START-UP LIÉE À DES FONDs DE PENSIONS
NOTRE SANTÉ VAUT PLUS QUE LEURS PROFITS

INFORMEZ-VOUS ET AGISSONS ENSEMBLE !

SIGNEZ LA PÉTITION ICI



* Protection Sociale Complémentaire Obligatoire

Adresse courriel de la section : cgt.ddfip87@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet local : <http://www.dgfip.cgt.fr/87/>